

M35N67
E88
2003/04
QL
P. gouv.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

Demande de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle

JUIN 2003

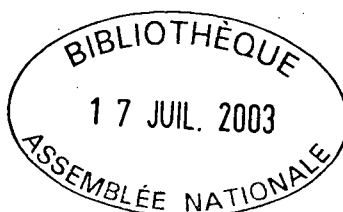


TABLE DES MATIÈRES

N° de la demande	Objet	Page
1	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats en 2002-2003.	1
2	Prévisions budgétaires pour l'année en cours et compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère du Travail et pour tous les organismes sous la juridiction du ministre du Travail.	2
3	Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles au ministère du travail (et au sein des organismes sous la juridiction du ministre du Travail) tel que prescrit par la <i>Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels</i> .	3
4	États de situation du suivi donné aux engagements contenus dans le plan Québec-Régions en précisant les sommes versées pour 2002-2003 et les prévisions pour 2003-2004.	4
34	Montants investis au cours de la dernière année pour informer et renseigner et prévisions pour 2003-2004.	5
35	Nombre de plaintes reçues par la Commission, objets et montants des indemnisations versées ou pénalités imposées au cours de la dernière année au total et par secteur d'activités.	6
36	Évolution du nombre de dossiers traités par les services juridiques de la Commission au cours des trois dernières années par région.	7
37	Nombre de décisions rendues par les tribunaux administratifs et supérieurs en faveur du travailleur et en faveur de l'employeur.	9
38	Évolution du pourcentage de règlements hors cour conclus au cours des trois dernières années.	10
39	Nombre de visites ou d'enquêtes en moyenne par inspecteur et pourcentage de visites ou d'enquêtes qui débouchent sur des poursuites devant les tribunaux.	11
40	Effectifs de la Commission (total, femmes, personnes handicapées, membres de communautés culturelles, autochtones, anglophones).	12
41	Copie des études, analyses, recherches, scénarios ou projections concernant l'implantation d'un système permettant de prendre en compte différents paramètres sociaux et économiques dans l'augmentation du salaire minimum.	14

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 1

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous contrats en 2002-2003

RÉPONSE À CETTE DEMANDE :

MANDATS À LA SIQ 2002-2003

OBJET DU MANDAT ET VILLE

Québec

(siège social)

Augmentation de la superficie locative aux 3^e et 4^e étages de 479.94 m².

Longueuil

Augmentation de la superficie locative de 133.57 m²

Montréal

Construction de 2 bureaux d'avocat et 1 salle de réunion, à même l'espace actuel.

Hull

Augmentation de la superficie locative de 191 m².

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 2

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Prévisions budgétaires pour l'année en cours et compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère du Travail et pour tous les organismes sous la juridiction du ministre du Travail.

RÉPONSE À CETTE DEMANDE :

- | | |
|--|---------------|
| ▪ Budget de dépenses autorisé pour 2003-2004 | 51 977 270 \$ |
| ▪ Compressions demandées par le Conseil du trésor | S/O |
| (La Commission des normes du travail est un organisme extrabudgétaire) | |

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 3

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles au ministère du travail (et au sein des organismes sous la juridiction du ministre du Travail) tel que prescrit par la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

RÉPONSE À CETTE DEMANDE :

Conformément à l'article 16 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, la Commission des normes du travail classe ses documents de manière à en permettre le repérage. Elle a établi et maintient à jour une liste de classement indiquant l'ordre selon lequel les documents sont classés. Elle est suffisamment précise pour faciliter le droit d'accès.

Le droit d'accès à cette liste ne s'exerce que par consultation sur place pendant les heures habituelles de bureau.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 4

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

États de situation du suivi donné aux engagements contenus dans le plan Québec-Régions en précisant les sommes versées pour 2002-2003 et les prévisions pour 2003-2004.

RÉPONSE À CETTE DEMANDE :

La Commission des normes du travail n'est pas visée par les engagements du plan Québec-Régions.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 34

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Montants investis au cours de la dernière année pour informer et renseigner et prévisions pour 2003-2004 :

a) la population;

b) les employeurs en ce qui a trait aux normes du travail.

RÉPONSE À CETTE DEMANDE :

Dépense en 2002-2003	<u>6 360 766 \$</u>
-----------------------------	----------------------------

Prévision 2003-2004

-Activités régulières	6 262 055 \$
-----------------------	--------------

-Publicité et information sur les modifications à la Loi	1 211 475 \$
--	--------------

Total	<u>7 473 530 \$</u>
--------------	----------------------------

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 35
LIBELLÉ DE LA DEMANDE : Nombre de plaintes reçues par la Commission, objets et montants des indemnisations versées ou pénalités imposées au cours de la dernière année au total et par secteur d'activités.

RÉPONSE À CETTE DEMANDE

A) Nombre de plaintes reçues par la Commission

Type de plainte	Description sommaire
Pécuniaire (PEC)	Sommes dues au salarié pour non-respect des normes inscrites dans la loi comme, par exemple, le salaire, la cessation d'emploi, les congés divers, les pourboires, etc.
Pratique interdite (art. 122)	Interdiction de suspendre ou de déplacer un salarié ou encore d'exercer à son égard des mesures discriminatoires ou des représailles pour l'exercice d'un droit prévu dans la loi, une absence pour cause de maladie, une salariée enceinte, etc. (article 122 de la loi)
Congédiement sans cause juste et suffisante (art. 124)	Interdiction de congédier sans une cause juste et suffisante un salarié qui a trois ans et plus de service continu (article 124 de la loi)

Type de plainte	Nombre de plaintes reçues en 2002-2003
Pécuniaires (PEC)	22 124
Pratique interdite (art. 122)	2 434
Congédiement sans une cause juste et suffisante (art. 124)	3 381
Total	27 939

B) Estimation de l'indemnisation des salariés à la suite de l'intervention de la Commission

	2002-2003	
	Montants	Proportion
Programme de surveillance de l'application de la Loi	1 944 085 \$	5,1 %
Stratégie de l'enquête élargie (1)	1 712 446 \$	4,5 %
Traitement des plaintes déposées par les salariés :		
<input type="checkbox"/> Plaintes pécuniaires	17 092 216 \$	44,8 %
<input type="checkbox"/> Plaintes pour pratique interdite	3 649 849 \$	9,5 %
<input type="checkbox"/> Plainte pour congédiement fait sans une cause juste et suffisante	13 784 113 \$	36,1 %
Ensemble des interventions	38 182 709 \$	100,0 %

(1) L'enquête élargie consiste, à la suite du dépôt d'une plainte pécuniaire par un salarié et après analyse du profil de la situation de l'entreprise, à vérifier le respect de l'application de la loi pour l'ensemble des salariés de cette même entreprise.

C) Montants des pénalités imposées aux employeurs

	2002-2003	
	Nombre	Montant (\$)
Dossiers ayant une pénalité imposée	312	158 037 \$

Note : En vertu de l'article 114 de la Loi sur les normes du travail, les pénalités ne sont applicables qu'aux dossiers de plaintes pécuniaires.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 36

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Évolution du nombre de dossiers traités par les services juridiques de la Commission au cours des trois dernières années par région.

RÉPONSE À CETTE DEMANDE :

Voit tableau ci-joint.

Évolution du volume des dossiers de plaintes transférées à la direction des affaires juridiques

Direction régionale	2000-2001				2001-2002				2002-2003			
	Péc.	122	124	Total	Péc.	122	124	Total	Péc.	122	124	Total
Bas St-Laurent-Gaspésie Iles de la Madeleine	48	18	40	106	61	24	57	142	73	22	69	164
Chaudière - Appalaches	76	41	48	165	42	20	40	102	55	23	61	139
Lanaudière	108	23	43	174	115	36	78	229	130	61	93	284
Laurentides	156	49	43	248	115	29	75	219	117	46	99	262
Saguenay Lac-St-Jean	72	17	32	121	78	31	67	176	88	21	67	176
Capitale Nationale	199	37	94	330	196	49	151	396	170	59	116	345
Mauricie Centre-du- Québec	88	31	44	163	86	44	69	199	96	35	74	205
Estrie	81	21	46	148	81	35	32	148	65	31	35	131
Île de Montréal	651	241	328	1 220	562	235	398	1 195	562	242	386	1 190
Montréal	314	132	180	626	230	151	205	586	246	151	213	610
Laval	93	38	42	173	73	17	56	146	67	28	74	169
Dir. des normes sectorielles	12	3	7	22	53	7	17	77	73	11	25	109
Outaouais	108	22	43	173	83	32	43	158	88	28	43	159
Abitibi-Témiscamingue & Nord du Québec	20	4	7	31	18	3	12	33	22	6	19	47
Côte-Nord	19	4	13	36	14	6	39	59	15	3	21	39
Service des faillites	196	--	--	196	152	--	--	152	168	--	--	168
Total	2 241	681	1 010	3 932	1 959	719	1 339	4 017	2 035	767	1 395	4 197

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 37

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Nombre de décisions rendues par les tribunaux administratifs et supérieurs en faveur du travailleur et en faveur de l'employeur.

RÉPONSE À CETTE DEMANDE :

Décisions	2000-2001	2001-2002	2002-2003
Tribunaux civils (pécuniaire)	862	730	831
▪ favorables au travailleur :	843	716	803
▪ favorables à l'employeur :	19	14	28
Décisions du commissaire du travail			
♦ Pratiques interdites (122) :	93	116	62
♦ favorables au travailleur (122)	28	61	14
♦ favorables à l'employeur (122)	65	55	48
♦ Congédiements sans cause juste et suffisante (124) :	165	125	68
♦ favorables au travailleur (124)	58	70	16
♦ favorables à l'employeur (124)	107	55	52

Source : DAJ

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 38

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Évolution du pourcentage de règlements hors cours conclu au cours des trois dernières années.

RÉPONSE À CETTE DEMANDE :

	2000-2001	2001-2002	2002-2003
<input type="checkbox"/> Nombre de dossiers civils (pécuniaires) terminés <input type="checkbox"/> % de règlement hors cours	1 866 56,4 %	1 539 48,5 %	1 719 48,2 %
<input type="checkbox"/> Nombre de dossiers de pratiques interdites (122) terminés <input type="checkbox"/> % de règlement hors cours	706 46,6 %	666 54,1 %	793 61,7 %
<input type="checkbox"/> Nombre de dossiers de congédiements sans cause juste et suffisante (124) terminés <input type="checkbox"/> % de règlement hors cours	982 49,8 %	922 58,2 %	1 118 63,8 %

Source : DAJ

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 39

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Nombre de visites ou d'enquêtes en moyenne par inspecteur et pourcentage de visites ou d'enquêtes qui débouchent sur des poursuites devant les tribunaux.

RÉPONSE À CETTE DEMANDE :

- Moyenne des visites ou enquêtes par inspecteur : 352,9
- Pourcentage débouchant sur des poursuites : 17,2 %

Total 2002-2003	Objets de visites et d'enquêtes (12 mois)	Transfert à la DAJ (poursuite)
21 950	Plaintes pécuniaires qui ont fait l'objet d'enquête	5 011
3 165	Entreprises visitées (L.N.T.)	70
9 726	Entreprises observées (L.F.N.)	28
5 741	Plaintes 122 et 124 qui ont fait l'objet d'une médiation ou d'un autre type d'intervention	1 885
40 582	Total des interventions	6 994
115	Nombre d'inspecteurs-enquêteurs 2002-2003	---

Source : DOCSSC le 31 mars 2003

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 40

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Effectifs de la Commission (total, femmes, personnes handicapées, membres de communautés culturelles, autochtones, anglophones).

RÉPONSE À CETTE DEMANDE :

Voir tableau ci-joint.

Répartition du personnel masculin et féminin, des personnes par regroupements d'âges, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) pour 2002-2003. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total de l'organisme.						
CATÉGORIES :	CADRES		PROFESSIONNELS		FONCTIONNAIRES	
ANNÉE FINANCIÈRE 2002-2003	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Nombre personnel masculin (218 personnes) (40,3 %)	18	78,3	58	47,2	142	36
Nombre personnel féminin (323 personnes) (59,7 %)	5	21,7	65	52,8	253	64
Nombre de personnes de moins de 35 ans (78 p.) (14,4 %)	--	--	25	20,3	53	13,4
Nombre de personnes de 35 à 54 ans (378p.) (69,8 %)	14	60,8	88	71,5	276	69,8
Nombre de personnes de 55 ans et plus (85 p.) (15,7 %)	9	39,2	10	8,1	66	16,7
Nombre de personnes handicapées (9 personnes) (1,7 %)	--	--	2	1,6	7	1,8
Nombre de personnes anglophones (5 personnes) (0,9 %)	--	--	2	1,6	3	0,8
Nombre de personnes de comm. culturelles (25 p.) (4,6 %)	--	--	3	2,4	22	5,5
Nombre de personnes de comm. autochtones (aucune)	--	--	--	--	--	--
Total de l'effectif : (541 personnes)	23	4,3	123	22,7	395	73

Note: % sur un effectif régulier et occasionnel de 541 personnes.

Toutes les données concernant le personnel de la Commission des normes du travail proviennent d'un rapport du SAGIP au 8 mars 2003.

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 41

LIBELLÉ DE LA DEMANDE :

Copie des études, analyses, recherches, scénarios ou projections concernant l'implantation d'un système permettant de prendre en compte différents paramètres sociaux et économiques dans l'augmentation du salaire minimum.

RÉPONSE À CETTE DEMANDE :

Aucune étude n'a été réalisée par la Commission des normes du travail à ce chapitre. Elle dispose cependant d'un portrait sommaire des caractéristiques sociales et économiques de la main-d'œuvre rémunérée au salaire minimum.

Par ailleurs, le gouvernement s'est donné un mécanisme de révision du salaire minimum dont le cadre de référence comprend onze indicateurs socioéconomiques et qui propose un processus décisionnel.

Un comité interministériel formé de représentants du ministère du Travail, du ministère des Finances, du ministère de l'Industrie et du Commerce et du ministère de la Solidarité sociale a la responsabilité de coordonner les activités de révision du salaire minimum.